



Lettre n° 125 du 19 janvier 2020

**Au sommaire :**

- **Le mouvement cherche son second souffle, globaliser la contestation...**
- **La Convention climat de Macron, une mascarade comme réponse à la colère face à la catastrophe climatique annoncée - Bruno Bajou**

## **Le mouvement cherche son second souffle, globaliser la contestation...**

Mercredi, Edouard Philippe sermonnait, «*La grève à la RATP et à la SNCF n'a que trop duré*», avec, une nouvelle fois, en écho, le soutien des médias voyant enfin à l'horizon l'effritement tant annoncé d'un mouvement auquel ils ne comprennent rien, prisonniers de leurs préjugés sociaux. Jeudi, le mouvement leur a répondu, «*On est là, on est là*»...

Les uns et les autres pronostiquaient qu'après le tour de passe-passe de l'âge pivot retiré pour mieux revenir, avec Berger dans le rôle d'accessoiriste du petit magicien Philippe, tout allait rentrer dans leur ordre. Le tour a raté, une nouvelle démonstration des mensonges gouvernementaux ! La pédagogie souhaitée par «*Macron, l'exfiltré*», selon la formule de Daniel Mermet<sup>1</sup>, fait son œuvre malgré les intimidations, les provocations et violences policières. Certes, la grève à la SNCF et à la RATP ne peut tenir sans l'entrée en grève d'autres catégories, les manifs étaient moins nombreuses, mais le mouvement est plus populaire que jamais, il gagne en surface, en détermination, en conscience.

Avec les enseignants, la jeunesse aussi commence à le rejoindre. Les robes noires des avocats et les blouses blanches des professions libérales médicales lui apportent leurs couleurs au moment où la crise hospitalière rebondit de plus belle avec la démission de leur fonction administrative de 1200 chefs de service. Avec les ports, les raffineries, Enedis et Grdf, la Banque de France, des débrayages ont lieu dans le privé. Même la police scientifique s'y est mise...

Porté jusqu'alors par les cheminots et les traminois, le mouvement devient l'affaire de nouveaux militants, trouve de nouvelles forces et la semaine qui vient pourrait bien déboucher sur une journée du 24 janvier qui soit une profonde vague de révolte ouvrière et populaire.

Macron et son gouvernement déploient un talent pédagogique sans limites pour convaincre de leur mauvaise foi, obligés de reconnaître le réel contenu de leur réforme : faire travailler plus longtemps pour des retraites en baisse au profit des fonds de pension.

Et, toujours aussi pédagogue, Macron reçoit, ce lundi, 200 dirigeants de multinationales au Château de Versailles avant de recevoir, mardi, 150 chefs «*d'entreprises intermédiaires*» à l'Élysée...

### **C'est pas la CGT ni les grévistes qui ruinent le pays, c'est le capital**

Le mouvement est l'occasion d'un déchaînement anti-ouvrier, antisocial qu'illustre la dernière Une du *Point*, «*La CGT ruine le pays*», thème récurrent sous différentes formes sur les chaînes d'info. Si c'est pas la CGT, ce sont les grévistes ! Les journalistes aux ordres, subjugués par le pouvoir, relayent tous les mensonges officiels. La vérité est à l'opposé des préjugés sociaux qu'ils véhiculent, c'est la course au profit, la concurrence, la finance qui ruinent le pays et conduisent l'économie vers un krach.

La popularité de la grève, reflet des mécontentements, de la colère du monde du travail, est la réponse à cette campagne réactionnaire et mensongère.

Élargir le mouvement, c'est donner des perspectives à ces mécontentements et aspirations, mettre sur la table les réponses des travailleurs, leurs exigences, ne pas se limiter au retrait pour remettre en cause toute une politique vouée à la défense des intérêts du capital, des revenus financiers.

La seule suppression des exonérations de cotisations patronales, actuellement 69 milliards d'euros y compris le CICE, et leur utilisation pour la création d'emplois augmenteraient les richesses créées, les salaires et le financement des retraites. Trois millions d'emplois rapporteraient 30 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires.

<sup>1</sup> <https://la-bas.org/la-bas-magazine/au-fil-de-la-bas/macron-l-exfiltre>

res. La fin du chômage, la hausse du SMIC et des salaires, l'égalité des salaires entre hommes et femmes suffiraient au dit équilibre financier sans même parler du simple fait d'assujettir les revenus financiers perçus par les entreprises et les banques, 298,8 milliards d'euros en 2018, au même taux de cotisation que les salaires.

De l'argent, il y en a à condition de rompre avec la logique capitaliste de la concurrence et du profit.

## **L'intersyndicale dans la nasse du dialogue social**

Élargir le mouvement exige une politique qui rompt avec le passé de compromis, de capitulations, de reculades et de défaites de la gauche syndicale et politique pour mettre en avant une politique de classe répondant aux besoins du monde du travail et de la population. La mobilisation a besoin de surmonter la légitime méfiance de l'ensemble des travailleurs dans les directions syndicales qui, il y a juste quelques mois, avaient tourné le dos voire combattu les gilets jaunes et qui sont toujours engluées dans le dialogue social.

De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui manifestent leur indépendance vis à vis des directions syndicales. Cela s'exprime à travers les équipes militantes qui prennent les affaires en main, les coordinations, interpros, comités de mobilisation... Depuis le projet de loi-travail en 2016, les manifestations de rue ont vu se former les « cortèges de tête » ou des « cortèges mélangés » qui refusent de se ranger derrière telle ou telle boutique syndicale. A travers la mobilisation actuelle, ces évolutions s'approfondissent.

Pour les révolutionnaires, l'enjeu du moment, dans le cœur du mouvement, est de formuler une politique qui répond aux besoins de ces évolutions pour contribuer au rassemblement de l'ensemble des travailleurs, une politique qui lie la bataille pour le retrait à des exigences qui contestent directement le patronat, le capitalisme.

## **La généralisation de la mobilisation, une bataille politique entre le capital et le travail**

D'une certaine façon, le besoin d'une telle politique s'exprime à travers la fusion qui s'est opérée entre les grévistes, leur soutien et une fraction des Gilets jaunes dont le slogan devient le slogan le plus chanté et repris dans tous les cortèges. « *On est là, on est là* » est un trait d'union entre l'ensemble des invisibles, des rejetés, méprisés et exploités, une affirmation de « *l'honneur des travailleurs* ».

La fusion entre la lutte pour le retrait de la réforme et le contenu de classe subversif du mouvement des gilets jau-

nes se réalise dans les slogans, la dynamique du mouvement sans être encore en mesure de déboucher sur une politique de contestation globale, une politique pour faire plier Macron aujourd'hui et changer le monde demain.

La contestation globale reste abstraite et laisse la direction politique du mouvement à l'intersyndicale.

Les jours qui viennent seront forcément un tournant dans le mouvement. L'extension à d'autres secteurs dans une mobilisation commune de l'ensemble des classes populaires contre ce projet reste possible si une large fraction du mouvement combine l'exigence du retrait avec des perspectives répondant à l'urgence sociale, donne un contenu concret à la contestation globale du capitalisme qui est, de fait, le lien entre celles et ceux qui animent la lutte.

## **Au cœur du mouvement, le parti de la contestation du monde du CAC40, le parti des travailleurs**

Les militants, les grévistes, les travailleurs engagés et solidaires de la mobilisation sentent bien que l'étape qui est devant nous sera difficile à franchir mais ils ont aussi conscience qu'à travers la bataille actuelle, c'est une bataille plus globale qui se mène, se construit.

La caractéristique inédite du mouvement, son ampleur, sa durée lui valent souvent d'être qualifié d'historique. Il l'est comme le moment politique que nous vivons, ici et dans le monde, est historique au sens où il est l'expression de changements radicaux qui vont conditionner, déterminer les luttes sociales et politiques à venir, en résumé, la polarisation des antagonismes de classe entre une classe capitaliste incapable de maîtriser son propre système tant sur le plan économique, financier, politique et écologique et le prolétariat, sa jeunesse, inévitablement amenés à s'engager dans la lutte pour construire leur propre avenir, celui de toute la société.

Le moment est historique au sens où se forment, à un niveau de masse, les conditions de l'émergence de partis pour la transformation révolutionnaire de la société.

Quelle que soit, à court terme, l'issue de la lutte, d'ores et déjà le surgissement des milliers de femmes et d'hommes qui l'ont prise en main est un acquis considérable. De leur rencontre avec les idées du socialisme et du communisme, de la démocratie révolutionnaire dépend l'avenir.

C'est bien là la tâche des révolutionnaires, porter la contestation anticapitaliste pour changer le monde, y compris sur le terrain des élections municipales, en toute indépendance de celles et ceux qui nous invitent à reconstruire la gauche faillie.

---

## **La Convention climat de Macron, une mascarade comme réponse à la colère face à la catastrophe climatique annoncée**

Dans la continuité du Grand Débat, Macron a prétendu répondre à la crise des Gilets Jaunes, provoquée par le refus d'une taxe sur les carburants, par... une *Conven-*

*tion citoyenne pour le climat*. 150 personnes tirées au sort sont censées travailler depuis octobre dernier et jusqu'en avril à des mesures concrètes pour « *réduire d'au moins*

40 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030 par rapport à 1990, dans un esprit de justice sociale ».

## **Grand débat, Convention Citoyenne pour le Climat, du bluff pour contenir la colère sociale**

Un « *exercice de démocratie participative* » selon les termes de Philippe, certaines des propositions pourraient même être soumises à référendum a promis Macron ! Mais il est plus probable qu'elles subiront le même sort que les milliers de cahiers de doléances du Grand Débat : scannés, archivés et... oubliés ! Une opération de bluff et de baratin que le gouvernement espère pouvoir utiliser avant tout pour justifier la poursuite de sa politique et de nouvelles attaques, en l'occurrence la justification de nouvelles taxes carbone qui viseront les plus pauvres et certainement pas les multinationales de l'énergie ou du transport. En fait de débat démocratique, cette convention est étroitement encadrée par des représentants du gouvernement et du patronat comme par exemple Augustin de Romanet, PDG des aéroports de Paris ou Catherine Tissot-Colle, cadre dirigeante d'une multinationale de l'extraction minière. De plus, les débats sont totalement verrouillés avec des objectifs déjà définis et des sujets de discussions déjà établis.

Mais alors que la lutte contre la réforme des retraites se poursuit avec détermination depuis plusieurs semaines, pas sûr que cela suffise à faire retomber la colère qui monte. Venu faire son show vendredi 10 janvier devant cette convention, Macron n'a pu éviter, malgré tous les filtres mis en place, quelques questions de fond... Ainsi une travailleuse, au nom de ceux qui « *dans notre pays galèrent et qui luttent* », lui a demandé ce qu'il entendait au juste par « *un esprit de justice sociale* », une autre l'a interrogé : « *Le système économique qui conduit à produire toujours plus est-il compatible avec l'objectif écologique ?* » En réponse, Macron n'a pu que réaffirmer avec cynisme sa croyance en une économie de marché « *ouverte et productive* », en rajoutant « *Je crois que ce modèle est compatible avec l'écologie.* »

Ainsi, derrière tout son baratin écologique, Macron n'a d'autres horizons que les prétendues solutions du capitalisme « vert » et n'est capable que de culpabiliser les moins responsables et les premières victimes de la crise climatique. Ainsi a-t-il conclu : « *Chaque citoyen a une part à faire. Par ses comportements et sa consommation, par des gestes de responsabilité. Il faut adopter des comportements de frugalité énergétique et de discipline.* »

« *Frugalité et discipline* », il semble que ce soit la seule perspective que Macron ait à proposer à la jeunesse et au monde du travail quand, dans le même temps, les profits du CAC40 s'envolent et que jamais autant d'argent n'a été redistribué aux actionnaires.

Le gouvernement fait d'autant plus la morale à la population qu'il est incapable de respecter ses propres engagements... Ainsi dans un rapport intitulé « *Le grand écart en-*

*tre discours et petits pas* », publié le 10 janvier, le Réseau action climat (RAC) rappelle à grands renforts de chiffres à quel point « *les réponses politiques face au besoin d'une transition écologique, socialement juste, ne sont pas à la hauteur* ». Les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> prévues par le gouvernement pour respecter les engagements de diminution de la conférence de Paris ont été dépassées chaque année entre 2015 et 2018. Déjà le *Haut Conseil pour le climat*, mis en place par Macron lui-même, l'avait alerté en juin sur la nécessité de multiplier par au moins trois d'ici à 2025 la baisse annuelle de ces émissions pour espérer atteindre ces objectifs... et depuis, contrairement à son engagement, le gouvernement n'a donné aucune explication, n'a pris aucun engagement pour rattraper ce retard.

La morale pour les classes populaires ne sert qu'à masquer l'impuissance du gouvernement à agir et sa totale soumission à des classes dominantes qui sacrifient population et environnement au nom de la « *maximalisation des profits et des dividendes* ».

## **Le réchauffement climatique et les catastrophes qu'il engendre, accélérateurs de la crise d'un capitalisme à l'agonie**

La crise climatique qui s'accélère et dont les effets se font de plus en plus sentir à travers le monde ne fait qu'accroître toutes les contradictions d'un capitalisme en crise, en rendant plus insupportables les inégalités sociales comme en révélant toute l'incurie des classes dominantes.

L'année 2019, la plus chaude jamais enregistrée, vient terminer une décennie qui est elle-même la plus chaude jamais mesurée. Et les gigantesques incendies qui ravagent l'Australie depuis 4 mois ne sont qu'une des conséquences concrètes de ce réchauffement qui y a entraîné une sécheresse sans précédent depuis plusieurs années.

Les conséquences quotidiennes du réchauffement comme la multiplication des catastrophes de grande ampleur auxquelles sont avant tout confrontées les classes populaires les plus pauvres sont un profond révélateur de la responsabilité d'un système capitaliste qui soumet toute la société à la seule logique de la recherche du profit le plus immédiat. Et l'incapacité des gouvernements à prendre des mesures remettant en cause les intérêts des classes dominantes pour protéger efficacement les populations est aussi un puissant accélérateur de transformations des consciences dans la jeunesse et le monde du travail.

Ainsi, en quelques semaines, les feux ont fait davantage pour convaincre les Australiens de l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique que des décennies de militantisme écologiste. Et c'est par dizaines de milliers qu'ils sont descendus dans les rues de nombreuses villes pour demander le départ de Scott Morrison, le premier ministre. Non seulement, fin décembre, Morrison était tout simplement parti en vacances à Hawaï au plus fort des incendies, mais il est clairement apparu aux yeux du plus grand nombre que, s'il est climatosceptique, c'est

avant tout parce qu'il défend les intérêts des compagnies minières qui ont fait du pays le premier exportateur mondial de charbon.

Alors que la population australienne subit les pires incendies de son histoire par leur durée et leur ampleur, les représentants des classes dominantes mentent ouvertement à travers une presse aux ordres pour justifier de continuer à engranger les profits de l'extraction minière... avec comme seule perspective de nouveaux projets de mines gigantesque de charbon et d'extraction de gaz offshore. Une partie de la jeunesse et de la population fait l'expérience insupportable, au prix fort, du cynisme et de l'égoïsme de classe de cette minorité de possédants qui sont à la tête des principales multinationales, géants de la finance et de l'industrie, et dont la conscience sociale se résume à la formule « *après moi le déluge !* »

Une porte-parole australienne d'*Extinction Rebellion* résumait ainsi cette prise de conscience nouvelle : « *Le gouvernement défend les intérêts de l'industrie minière. Ils ne disent pas la vérité au sujet du réchauffement climatique, ils sont dans le déni. Il y a beaucoup de mensonges dans la presse, mais les gens commencent à ouvrir les yeux. L'urgence est telle que nous ne pouvons plus attendre. Il faut arrêter l'exploitation du charbon et développer les énergies renouvelables. Nous sommes en guerre.* »

Oui en guerre et c'est une guerre sociale dont il nous faut formuler le contenu de classe pour aider les évolutions en cours.

## **Prendre le contrôle de la marche de la société pour faire face à la catastrophe climatique**

Depuis plus d'un an, la contestation face à l'inaction des gouvernements devant le réchauffement climatique a pris de l'ampleur et s'est radicalisée dans la jeunesse et au-delà, dans un contexte de montée des révoltes sociales à travers le monde.

La prise de conscience de l'ampleur du problème posé par le réchauffement climatique conduit à contester le fonctionnement même d'un système capitaliste qui non seulement est directement responsable de cette crise mais apparaît aussi comme le principal obstacle à la mise en œuvre de solutions indispensables qui, de fait, s'opposent

à la logique du profit. Cette colère grandissante face à des gouvernements déconsidérés à force de faire l'étalage de leur impuissance, de leur corruption, de leurs liens étroits avec les classes dominantes, conduit à la conscience de la nécessité d'agir directement, collectivement, pour prendre le contrôle de la marche de la société et imposer une autre logique sociale. Mettre en œuvre à l'échelle internationale des solutions pour protéger les populations, atténuer, limiter les conséquences du réchauffement climatique implique de faire passer la défense des intérêts du plus grand nombre et la préservation de l'environnement avant ceux d'une minorité, avant la course au profit, la rentabilité, la productivité... cela implique une remise en cause de la propriété capitaliste, cette aberration sociale à laquelle toute la société est pourtant aujourd'hui soumise.

C'est en ce sens que la question écologique rejoint la question sociale, la révolte contre les inégalités sociales, comme la question démocratique, pour en finir avec la domination d'une classe dominante minoritaire qui façonne toute la société en fonction de ses seuls intérêts. Les trois questions sont liées, et participent de la même remise en cause du système capitaliste.

Quelle que soit l'ampleur que prendra le réchauffement climatique avec son lot de catastrophes, il n'y a pas de fatalité, et aucune raison de se résigner. Des solutions existent, et les moyens humains, scientifiques, techniques qui rendent ces solutions possibles aussi, mais leur mise en œuvre se heurte directement aux intérêts sociaux et politiques des classes dominantes. Pour pouvoir prendre à bras le corps consciemment, collectivement, démocratiquement, la question du réchauffement climatique, une autre organisation sociale est nécessaire, car ce n'est que sur la base d'une véritable démocratie, que tous les progrès techniques, scientifiques accumulés depuis des décennies pourront être mis en œuvre dans l'intérêt de tous.

C'est ce qui rend possible et nécessaire la transformation révolutionnaire de la société pour la libérer des entraves de la propriété privée et du parasitisme d'une minorité, par l'intervention consciente, démocratique, révolutionnaire du monde du travail et de la jeunesse.

*Bruno Bajou*